

Zeitschrift: Ingénieurs et architectes suisses

Band: 117 (1991)

Heft: 12

Artikel: Les sciences humaines à l'honneur à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne: journée magistrale 1991: quatre nouveaux docteurs honoris causa

Autor: Weibel, Jean-Pierre

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-77611>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les sciences humaines à l'honneur à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

Journée magistrale 1991 : quatre nouveaux docteurs honoris causa

Cette année, la Journée magistrale de l'EPFL était consacrée au thème « 700^e anniversaire de la Confédération : la Suisse et l'Europe ». A cette occasion,

PAR JEAN-PIERRE WEIBEL,
RÉDACTEUR EN CHEF

l'Ecole a décerné le grade de docteur honoris causa à quatre personnalités suisses qui, à des titres divers, se sont

Gérard F. Bauer

En hommage à l'homme qui a œuvré inlassablement au développement de l'industrie, en particulier à l'épanouissement et à l'ouverture européenne de la microtechnique suisse.

Gérard F. Bauer, né le 8 juin 1907 à Neuchâtel, obtient en 1932 sa licence en droit dans sa ville natale, formation qu'il complète à Paris par un diplôme en sciences politiques acquis deux ans plus tard : ainsi se manifeste déjà la dimension européenne de sa personnalité. Il est ensuite avocat à Neuchâtel, et remplit plusieurs hautes fonctions politiques. Après la guerre il représente la Suisse, avec le titre de ministre, aux négociations du Plan Marshall. De 1958 à 1977, Gérard F. Bauer est président de la Fédération horlogère suisse, avant d'en devenir président d'honneur.

A la fin des années cinquante, l'industrie horlogère suisse, encore sous l'emprise d'un corporatisme renforcé par la crise économique mondiale des années trente, doit passer à une structure plus flexible. Gérard F. Bauer œuvre avec énergie et diplomatie pour les mutations structurelles indispensables. Plus tard, suite au développement de l'électronique des semi-conducteurs, il joue un rôle décisif dans la création, en 1962, du CEH, Centre électronique horloger. Au début des années septante, Gérard Bauer contribue à la mise sur pied de l'Institut de microtechnique de l'Université de Neuchâtel, qui coïncide avec le remplacement de la formation d'ingénieur horloger par celle d'ingénieur en microtechnique. Il appuie ensuite la coopération entre l'Université de Neuchâtel et l'EPFL, laquelle aboutira en 1978 à la signature d'une convention entre les deux hautes écoles.

Après avoir fortement influencé, étape par étape, la restructuration de la microtechnique suisse, Gérard F. Bauer place aujourd'hui son action dans la perspective de l'Europe de demain.

vouées à la participation de notre pays à la construction de l'Europe, leur demandant d'exprimer dans leur allocution leur point de vue personnel sur le thème de la Journée.

Après l'allocution du président de l'Ecole, M. Bernard Vittoz, se sont succédé à la tribune MM. Jean-René Bory, Olivier Reverdin, Gérard F. Bauer et Henri Rieben, que nous présentons brièvement par ailleurs. Le simple énoncé de ces noms indique bien que, sur un thème commun, les vues exprimées n'ont pas forcément été convergentes.

En plaçant le devenir de la Suisse au centre de l'Europe dans sa perspective historique, Jean-René Bory a su nous montrer la permanence du rôle charnière de notre pays dans les tumultes qui ont agité notre continent au cours de deux millénaires d'histoire.

Si nous avons choisi de publier en priorité l'exposé d'Olivier Reverdin, c'est d'une part à cause de son actualité - au moment où Conseil fédéral et peuple suisse sont déchirés par les incertitudes qui marquent les négociations avec la Communauté européenne -, d'autre part parce qu'il pose les questions fondamentales auxquelles il nous faudra bien répondre avant un choix inéluctable. Il est en effet bien plus important de poser avec lucidité les bonnes questions que d'apporter des réponses catégoriques et toutes faites à des questions que l'on ne s'est pas véritablement posées, comme le fait une partie du monde politique et de la presse suisse.

« Du face-à-face à la participation » : c'est ainsi que Gérard F. Bauer a intitulé ses réflexions sur les attitudes suisses à l'égard de l'intégration européenne de 1947 à aujourd'hui. Il se fait le champion du passage d'une attitude essentiellement réactive au coup par coup et soucieuse de compromis à un esprit d'initiative, soutenant la création de l'Espace économique européen dans l'optique d'une future adhésion à une Communauté européenne où la Suisse pourrait participer pleinement aux prises de décision.

On sait que Henri Rieben s'est voué à l'exploration historique autant qu'à la réalisation de l'Europe unie, qu'il appelle tantôt un rêve, tantôt un espoir, et dans laquelle il place une foi

Jean-René Bory

En hommage à son engagement exemplaire de mise en valeur et de présentation du rôle et de l'influence des Suisses à l'étranger, en particulier des ingénieurs et des architectes.

Jean-René Bory, né à Coppet (près de Genève) le 29 août 1928, est issu d'une famille de juristes établie dans cette ville depuis le XIV^e siècle.

En 1951 débute sa carrière muséographique : il est successivement directeur adjoint au Château et Musée de Nyon (1951 à 1957), assistant au Musée d'art et d'histoire de Genève (1952), conservateur du Château de Coppet (1955-1971) et créateur (1960) du Musée des Suisses à l'étranger.

En 1955, avec Gonzague de Reynold, il fonde la Société suisse des amis de Versailles, qui devient, en 1970, la Fondation pour l'histoire des Suisses à l'étranger, dont il est secrétaire général.

En marge de ces activités, il met sur pied plus de vingt expositions internationales à Nyon, Coppet, Genève et Paris, ainsi que des spectacles audiovisuels historiques. Il présente également des émissions historiques à la radio, dans lesquelles il raconte comment la Suisse s'est progressivement intégrée à l'histoire de l'Europe et du monde.

En 1967, en qualité de commissaire général de la Fondation Pro Helvetia, il réalise l'exposition « Quatre siècles d'amitié franco-suisse », inaugurée par le général de Gaulle.

Auteur de nombreux ouvrages, Jean-René Bory a reçu en 1981 le prix d'histoire de l'Académie française pour son livre *Le Sang et l'Or de la Renaissance*. Il est membre associé des Académies de Versailles et de Reims et membre correspondant de l'Académie de Dijon et de l'Académie Stanislas à Nancy.

A Genève, depuis 1977, il collabore pour le Département de l'instruction publique à la formation continue des enseignants primaires.

Depuis 1979, il dirige au Château de Penthes l'Institut national de recherches historiques sur les relations de la Suisse avec l'étranger.

En 1991, pour le canton de Genève, il crée l'exposition « La Suisse et ses cantons à la rencontre de l'Europe » au Château de Penthes, et le spectacle audio-visuel *L'Aigle, la Croix et la Clé*, manifestations officielles genevoises pour le 700^e anniversaire de la Confédération.

inébranlable. Cela explique que son point de vue peut paraître pécher par excès d'optimisme ; on songera par exemple à la flagrante absence de cohésion des pays de la Communauté face au récent conflit du Golfe. Si nous citons ce couac, c'est parce que le professeur Rieben met précisément en exergue la création d'Euratom comme réponse à la crise énergétique qui a mis en évidence, en 1957, la dépendance de notre continent à l'égard du pétrole. Le

poids de l'Europe dans un tel contexte ne justifie pas encore un bien grand optimisme : il faut le voir pour fixer les objectifs de demain.

Le domaine technique et scientifique offre heureusement des perspectives plus encourageantes, comme a pu le relever le président de l'EPFL, en énumérant tous les programmes européens dans lesquels la Suisse est engagée à divers niveaux, et où l'EPFL a pris une part remarquable, grâce au dynamisme de ses responsables.

Le seul regret que nous enregistrerons au terme d'une Journée en tout point réussie, c'est que la salle polyvalente où elle s'est déroulée n'ait pas été pleine. Une manifestation d'un tel niveau aurait mérité mieux que des rangs quelque peu clairsemés, ne fût-ce que pour témoigner de l'ouverture humaniste des professions techniques universitaires et d'un éclectisme qui répondent à celui des intermédiaires musicaux offerts par Hervé Klopffenstein et l'Orchestre symphonique et universitaire de Lausanne.

Jean-Pierre Weibel

Henri Rieben

En hommage au professeur attentif au rôle des hommes dans la destinée d'un continent, au maître de la parole, de l'écriture et de l'accueil, et au gardien de l'héritage de Jean Monnet.

De parents paysans, Henri Rieben naquit à Epalinges le 23 mars 1921. Après sa formation d'économiste à l'Université de Lausanne, il entra en 1946 chez MM. Kuderli, marchands de fers à Bâle et Zurich. Ce furent pour lui des années de formation dans un secteur clef de l'Europe industrielle, qui l'amènèrent à élaborer, sous la direction de Firmin Oulès, une thèse de doctorat intitulée « Des ententes de maîtres de forges au Plan Schuman », soutenue en 1952 mais publiée en 1954 seulement, après deux années de recherches supplémentaires. Suite à ce travail, Henri Rieben entra en contact avec Jean Monnet. A dater de cette rencontre s'engagea entre les deux hommes une collaboration de près d'un quart de siècle, dont résultèrent notamment :

- la collection des « Cahiers rouges », lancée en 1957 et qui compte aujourd'hui près de 200 titres sur des thèmes européens ;
- le Centre de recherches européennes (1957) ;
- l'association de gestion administrative du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe (1957) et son centre de documentation ;
- l'Institut de la Communauté européenne pour les études universitaires (1958) ;
- l'Institut de recherches historiques européennes (1963), présidé initialement par Jean Monnet puis dès 1965 par Henri Rieben.

En 1978, Henri Rieben créa la prestigieuse Fondation Jean Monnet pour l'Europe ; les archives du « père de l'Europe » furent déposées à la Grange de Dorigny.

Mais Henri Rieben n'a pas été préoccupé uniquement par des problèmes européens. D'autres rencontres l'ont fait participer à de nombreuses entreprises sur le plan national et régional : il collabora par exemple à l'Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud, de 1970 à 1982.

En cette année 1991, Henri Rieben quittera la chaire d'intégration européenne de l'Université de Lausanne, créée pour lui en 1957.

La Suisse et les échéances européennes

La Suisse est au cœur de l'Europe. Elle en fait partie. Mais son histoire s'est développée à contre-courant de celle des pays qui l'entourent. Dès la fin du XIII^e siècle, elle a anéanti sur son terri-

PAR OLIVIER REVERDIN,
GENÈVE

toire la féodalité. Elle a toujours été rebelle aux structures monarchiques. Farouchement éprise de son indépendance, elle a su - sauf pendant une brève période (de quelques années), à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, - préserver son territoire et en empêcher l'accès aux armées étrangères. Traditionaliste, elle a maintenu ses parlers et ses patois. Elle respecte la différence.

Dans une Europe divisée, la Suisse a su trouver un rôle spécifique. Elle ne s'est plus mêlée des querelles des grands, dès le XVI^e siècle. Elle a su se faire respecter, sinon aimer.

L'Europe est en passe de changer. Epuisée par des guerres intestines, elle cherche à assurer son avenir dans le cadre de structures dont les principes sont fort différents de ceux qui ont assuré à la Suisse sept siècles d'existence autonome. Ces structures sont fondées sur le principe d'autorité et sur la concentration du pouvoir dans une bureaucratie centralisée.

S'inspirant de Pascal, qui a écrit : « La multitude qui ne se réduit pas à l'unité est confusion ; l'unité qui n'est pas multitude est tyrannie », on se demande si l'Europe, pour sortir de la confusion, ne risque pas de verser dans la tyrannie. Tyrannie non pas d'un homme ou d'une nation, comme au temps de Louis XIV, de Napoléon, de Bismarck et d'Hitler, mais tyrannie d'une administration (actuellement mal contrôlée) qui multiplie à tout propos les règlements, prétend tout régenter et contrôler l'économie européenne pour la mieux gérer, et pour la protéger contre les autres économies du monde. De nos jours, c'est dans les structures administratives que la tyrannie construit son nid !

L'esprit qui souffle à Bruxelles, chez les Eurocrates, c'est celui de l'unité, qui a assuré la grandeur de la France et de l'Espagne, mais qui en a aussi fait la fragilité. En France, par le truchement de l'Ecole, on a fait sciemment disparaître langues et patois, créant les problèmes que l'on sait : l'opposition latente, et souvent virulente, des Corses, des Basques, des Bretons, parfois aussi des Alsaciens et des Lorrains, des Catalans, des tenants du mouvement occitan. Tous, ils réclament le droit à la différence, et affirment que c'est dans leur langue ou leur patois que s'affirme leur identité. Pour autant, ils ne

renient pas la France ! En Espagne, la situation est plus dramatique, avec l'opposition des Catalans, des Basques, des Andalous, des Galiciens, qui demandent que leur différence, par rapport aux Castellans, soit reconnue. Sous Franco, c'est au nom de l'*Unidad* qu'on a combattu les séparatismes. Aujourd'hui, aucune solution n'a encore été donnée au problème basque !

Ce n'est donc pas, au premier chef, l'économie qui rend l'accès de la communauté problématique pour les Suisses : c'est une profonde différence de mentalité. Ils sont parvenus, non sans peine ni accidents de parcours - que l'on songe à la guerre dite de Zurich, aux quatre guerres de religion, à la guerre du Sonderbund, et, plus récemment, à la mésaventure jurassienne -, ils sont parvenus à faire en sorte que leur unité, qui est forte et réelle, respecte leur « multitude », au sens où Pascal l'entend ; ils ont ainsi évité la tyrannie. Rien d'étonnant à l'hésitation qu'ils éprouvent à se livrer à des structures européennes où tel finirait par ne plus être le cas. Bref : l'Europe jacobine qui est en train de naître sous leurs yeux les inquiète, parce que leur expérience séculaire de la diversité dans l'unité n'y trouve pas accueil, et leur neutralité, aucun réceptacle.

On peut toutefois se demander si, membre à part entière de la Communauté européenne (pour autant qu'on l'y admette), la Suisse ne pourrait pas se rendre utile en rappelant les condi-